

Denis
6/5/87

REUNION RECHERCHE-PROFESSION

LA TRINITE SUR MER * 7 AVRIL 1987

PRESENTATION DU PROGRAMME
"ETUDES SOCIO-ECONOMIQUES EN CONCHYLICULTURE"

Les biologistes ont présenté les conclusions de leurs travaux. Certains travaillent à l'identification des causes des difficultés que connaît la profession (mortalités, allongement des cycles de croissance, épizooties, pollutions,...). D'autres visent à ouvrir des perspectives nouvelles à la profession au travers de la gestion des stocks de coquillages et de la diversification des cultures. Chacun de ces aspects se traduit par des conséquences économiques (coûts, revenus, rentabilité,...) et sociales (emploi, temps de travail, ...) au niveau de la profession et de l'économie locale. Ce sont ces conséquences que nous voulons évaluer. Pour cela les objectifs du programme "Etudes socio-économiques en conchyliculture" sont de définir les éléments permettant d'effectuer :

1) un bilan de "santé économique" du secteur au niveau des bassins conchylicoles,

2) et une évaluation de l'impact économique et social d'actions collectives permettant d'améliorer les conditions de la production et de la commercialisation.

Notre travail se base sur un constat général des tendances qui affectent la conchyliculture et une analyse théorique pour l'orienter.

UN CONSTAT GENERAL

La situation que connaissent les entreprises conchylicoles et le secteur au niveau régional et national résulte de la combinaison de plusieurs effets. Ces effets sont déterminés à différents niveaux : entreprise, bassin ou national. Mais ils affectent tous d'une manière ou d'une autre tous ces niveaux.

Ainsi le prix de vente moyen de l'huître ne dépend pas de l'action de chacune des entreprises, mais de la relation qui s'établit entre l'offre (les vendeurs) et la demande (les acheteurs) au niveau national. Chaque entreprise subit la baisse constante de ce prix moyen sans pouvoir agir individuellement. A l'inverse les actions individuelles ne font qu'accentuer cette tendance à la baisse. De même toutes les entreprises d'un bassin, et l'économie locale, sont affectées par les mauvaises performances de croissance causées par une trop grande densité de coquillages. Une entreprise seule ne peut rien contre cette situation. On peut ainsi multiplier la liste des effets :

"savoir faire de l'exploitant" et "qualité des terrains", qui marquent les différences entre les exploitations, "qualité du milieu" qui affecte les performances de production d'un bassin, "label régional" et "importations" qui modifient les conditions de commercialisation, ...etc.

Après avoir gagné beaucoup d'argent les entreprises ont connu une période de difficultés et de profondes mutations (crises, nouvelles espèces, nouveaux modes de culture, mécanisation, ...). Il apparaît qu'il n'est plus possible de continuer comme avant. Six tendances, parmi d'autres, indiquent qu'une meilleure gestion des entreprises et des actions collectives locales et nationales sont plus que jamais nécessaires. Ces tendances sont :

- la détérioration des conditions de production du fait des surcharges et de la dégradation de la qualité des milieux,

- la forte baisse du prix à l'élevage en francs constants du fait d'une mauvaise organisation de la commercialisation, de la concurrence des importations (moule) et/ou des limites du marché national (huître creuse),

- le besoin croissant d'investissements,

- la perte de rentabilité liée à la diminution des prix et à une augmentation des coûts,

- la perte d'importance de la conchyliculture dans les économies locales (emploi, valeur ajoutée, ...),

- la multiplication des conflits avec les autres activités pour l'utilisation du littoral et de la qualité de l'eau (agriculture, tourisme, urbanisme, industrie, ...).

LES ELEMENTS D'UNE ANALYSE THEORIQUE

Il apparaît clairement que pour remédier à une telle situation chaque groupe professionnel et l'administration vont devoir engager des actions. Or toute action met en jeu des objectifs (maintenir les prix, réduire le cycle de production, préserver la qualité de l'eau, et/ou maintenir l'emploi, ...) et des moyens (réglementation d'accès, politique commerciale, normes d'élevage, ...). Un certain nombre d'actions sont d'ores et déjà engagées depuis de nombreuses années. Mais pour les généraliser, améliorer leur efficacité ou en lancer de nouvelles il faut pouvoir décider en comprenant mieux ce qui se passe.

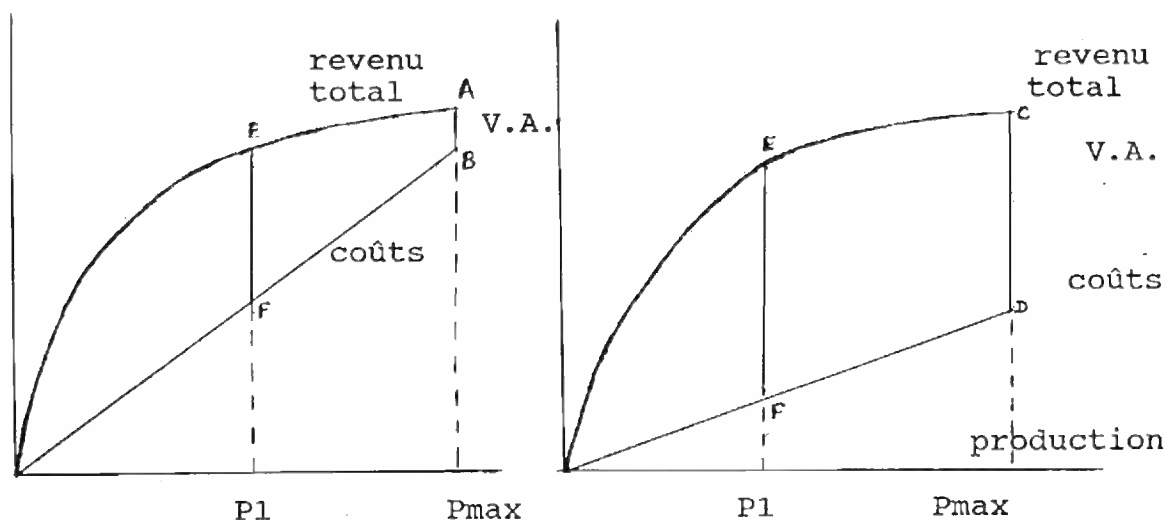
L'étude de la relation entre la production et la biomasse montre par exemple que pour le bassin de Marennes Oléron une production maximale de 40 000 tonnes peut être atteinte avec un stock de *Crassostrea Gigas* de 80 000 tonnes. En réduisant le stock en culture on peut améliorer les performances de croissance sans pour autant réduire la production. Il est donc ainsi possible de réduire les coûts et d'avoir une meilleure

rentabilité. Mais ceci ne signifie pas pour autant qu'un stock de 80 000 tonnes et une production de 40 000 tonnes soient la meilleure situation possible pour Marennes Oléron. Pourquoi ?

Parce qu'une bonne santé économique du secteur et des entreprises dépend plus de la marge bénéficiaire sur chaque tonne vendue que de la quantité totale produite. Il vaut mieux vendre 20 tonnes avec un bénéfice de 4 francs par tonne que 50 tonnes avec un bénéfice de 1 franc. Il faut donc produire la quantité qui permet le meilleur bénéfice.

1- PRODUIRE MIEUX POUR GAGNER PLUS.

Les schémas ci-dessous indiquent, de façon théorique, la relation entre la quantité produite, le revenu total, les coûts de production et la valeur ajoutée nette (somme des profits réalisés par les entreprises égale à la différence entre le revenu et les coûts). Seule la situation d'ensemble d'un bassin nous intéresse ici. Pmax est la production maximale que l'on peut réaliser dans ce bassin. Ce sont les 40 000 tonnes du bassin de Marennes Oléron par exemple.



I. Production en 4 ans

II. Production en 3 ans

Le premier graphique représente une situation où, par exemple, des huîtres sont produites en quatre ans et le second graphique lorsqu'elles sont produites en trois ans. La ligne représentant les coûts est plus basse dans le deuxième cas. Ceci correspond à une baisse des coûts liée à une réduction des stocks qui a permis de réduire le cycle d'élevage. Dans le premier cas la valeur ajoutée (distance AB) correspondant à la production P_{max} est presque nulle. L'activité peut aussi devenir déficitaire à ce niveau. Dans le deuxième cas la valeur ajoutée (distance CD) est largement supérieure. En produisant dans de meilleures conditions on augmente le bénéfice total.

2- PRODUIRE MOINS POUR GAGNER PLUS

Si l'on observe l'évolution de la valeur ajoutée (écart entre la ligne représentant le revenu total et les coûts) on voit que la valeur ajoutée au niveau P1 (distance EF) est supérieure à celle de la production Pmax. Or P1 correspond à une production totale plus faible que Pmax. Ceci signifie qu'il est possible de gagner plus d'argent en produisant moins.

Ceci est encore plus vrai si l'on considère qu'une réduction importante de la production nationale peut permettre, par exemple dans le cas de l'huître plate, de relever le niveau des prix.

3- GAGNER MOINS POUR CONSERVER L'EMPLOI

Les conclusions précédentes tendent à dire qu'il faut réduire la production totale de manière importante. Mais la profession, ou les collectivités locales, peuvent aussi considérer qu'une trop forte réduction de la production fera disparaître un nombre trop important d'emplois. Aussi pour protéger l'emploi et l'économie locale il pourra être décidé de laisser perdre une partie des bénéfices que pourrait rapporter une meilleure organisation de la production et de la commercialisation.

CONCLUSION

La présentation que nous venons de faire est schématique. Il existe de multiples situations, ayant chacune ses particularités qui doivent être étudiées. Mais ces quelques exemples montrent déjà que la discussion sur les objectifs d'une politique collective et sur le choix des moyens à mettre en oeuvre nécessite que soient analysés les aspects économiques et sociaux. C'est l'objet de ce programme qui s'intéresse plus aux aspects collectifs au niveau des bassins qu'aux entreprises individuelles. L'amélioration des performances des entreprises dépend d'une meilleure gestion de leurs activités ET de meilleures conditions d'ensemble de production et de commercialisation. La meilleure gestion interne relève en premier lieu de la volonté de chaque exploitant, avec le soutien d'organismes spécialisés. L'amélioration de l'environnement naturel et économique concerne chaque entreprise, mais dépend d'une action collective. Pour que toutes les études économiques nécessaires soient menées de manière efficace la collaboration entre les professionnels et la recherche est plus que jamais nécessaire.